

a radicalement changé les règles du jeu. La modification des rapports de force entraînée par le réaligement des prix liés à l'énergie, l'impact de la technologie sur les cultures traditionnelles et la nature généralement plus mouvante des relations internationales ont fait éclater le cadre des rôles habituellement dévolus au pouvoir économique et politique.

Il y a dix ans, à l'époque où nous avons commencé à appliquer le concept de la Troisième option, nous cherchions à diversifier nos relations économiques internationales. Nous considérons cette diversification comme un moyen de renforcer nos relations avec la Communauté européenne et avec le Japon. Cet objectif est encore valable, mais les années 70 nous ont enseigné que le monde ne se limite pas, et de loin, aux seuls partenaires traditionnels et évidents que sont les pays industrialisés.

De même, nous ne pouvions il y a dix ans prévoir, ou même imaginer, le transfert des richesses au profit des pays producteurs de pétrole. Ce phénomène a conféré une force économique nouvelle non seulement au Moyen-Orient, mais également à des pays comme le Mexique, le Venezuela — dont la charmante représentante est ici, aujourd'hui, à la table d'honneur — le Nigéria, l'Algérie et l'Indonésie. Ces États, et d'autres encore, sont devenus de nouveaux centres de pouvoir et d'influence. C'est là que se jouent en grande partie maintenant les questions liées au commerce et au développement économique.

C'est ainsi que de nouvelles perspectives, de nouvelles possibilités et de nouveaux problèmes se sont fait jour pour les secteurs privé et public du Canada. Il est permis de penser qu'au cours des années 80 certains de nos secteurs, notamment celui de l'industrie manufacturière traditionnelle, subiront une concurrence plus forte. Les coûts de main-d'oeuvre moins élevés dans les pays du tiers monde et l'automatisation croissante du secteur manufacturier de nos concurrents industrialisés vont tous deux poser un sérieux défi aux fabricants canadiens. Les perspectives sont cependant un peu plus encourageantes dans les domaines où le Canada a su développer des technologies spécialisées ou encore dans ceux où les activités manufacturières peuvent être liées directement à notre capital ressources.

Vous vous demandez peut-être pourquoi un ministre canadien chargé des Affaires extérieures tente de scruter l'avenir de l'industrie canadienne. A cela, je réponds que la politique étrangère du Canada doit chercher énergiquement à susciter ces relations stables et solides dont j'ai parlé plus tôt.

**Les relations
extérieures et
l'économie
canadienne**

Le développement économique au Canada est sans conteste une priorité pour le gouvernement fédéral, tout comme d'ailleurs pour les gouvernements provinciaux. Certes, il doit y avoir un consensus viable sur l'orientation de ce développement, mais je soutiens que ce consensus doit tenir compte de nos relations extérieures, tout simplement parce que la dimension "développement et commerce extérieur" de l'économie canadienne devient de plus en plus fondamentale.

Je crois que nous ne pouvons continuer à voir cette dimension uniquement en termes de commercialisation des exportations canadiennes, aussi importantes soient-elles. Dans nos prévisions de développement économique, nous devons également tenir